

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 77

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

INJUSTICE FISCALE.

C'est la Cour des Comptes qui le dit : en 2005, 10% des contribuables ont bénéficié de 69% du montant total de la baisse de l'impôt sur le revenu ; en 2004, 2, 9% des contribuables avaient profité de 45% des allègements, et en 2003, 4, 5% ont été bénéficiaires de 56% de la baisse. Parallèlement, les cotisations et prélèvements sociaux n'ont cessé d'augmenter, le rendement total de la CSG dépassant le niveau historique de 70 milliards d'euros en 2005. Quant aux impôts locaux, ils sont passés de 3,4% du PIB en 2002 à 5,6% en 2005, ce qui représente une hausse annuelle de leur produit de 5, 3% en moyenne. Merci Raffallepin !

PLUS FORT QUE BOLKESTEIN.

Cette fois-ci c'est le sénateur UMP François Grignon qui l'écrit dans un rapport consacré au « BTP face à la concurrence des nouveaux Etats membres de l'UE » : plus de 100 000 travailleurs du bâtiment, essentiellement issus d'Europe de l'Est, sont « détachés » en France par leurs entreprises d'origine. Or, affirme le sénateur Grignon, leurs conditions de travail sont « mal encadrées » et se révèlent « perméables à des fraudes, réellement constitutives de concurrence déloyale, notamment en matière de salaires ».

PATRIOTISME ECONOMIQUE ?

La SNCF a accordé au groupe canadien Bombardier le marché du renouvellement partiel des trains d'Île-de-France, écartant du même coup l'offre du français Alstom. Les trains seront assemblés en France sur le site de Crespin, mais une partie des composants proviendra des pays de l'Est. Dans un communiqué commun, les syndicats CGT d'Alstom et de Bombardier demandent « un véritable partenariat industriel respectueux de l'emploi entre les deux groupes et les centaines de sous-traitants exerçant dans la région ».

LA CHINE A LA CORBEILLE.

L'Industrial and Commercial Bank of China, numéro 1 des banques d'Etat chinoises, est entrée en Bourse à Hongkong et à Shanghai le 27 octobre. Atteignant 22 milliards de dollars, la levée de fonds opérée par l'établissement est la plus élevée de l'histoire des marchés boursiers. La demande des investisseurs internationaux - des fonds de pensions anglo-saxons aux grandes fortunes des monarchies pétrolières - serait dix fois plus importante.

EDITO : « JURYS CITOYENS » : NON, SOUVERAINETE POPULAIRE: OUI ! POUR UNE REPUBLIQUE CITOYENNE!

Le constat du déficit de démocratie qui affecte notre pays est la chose en France la mieux partagée. Ségolène Royal n'a donc fait aucune découverte en pointant du doigt « la crise démocratique » hexagonale, dont la résolution sera l'un des enjeux majeurs des élections de 2007.

Mais en proposant l'instauration de « jurys de citoyens » tirés au sort pour assurer une « surveillance populaire » des élus, la précandidate du PS se situe à l'opposé de la cause qu'elle prétend défendre. Car que fait Mme Royal, sinon reprendre à son compte la vieille rengaine de l'anti-parlementarisme (« tous pourris ! »), avant d'adopter la posture bonapartiste de la femme providentielle en contact avec le bon peuple pour court-circuiter « les élites » ? Quant à la vraie nature de la crise de la démocratie française et aux mesures pour y remédier, elle n'en souffle mot, visiblement satisfaite, comme à l'accoutumée, d'une formule à usage médiatique qu'elle-même reconnaît encore imprécise. Sa proposition est en tout cas inacceptable :

- x Parce que Ségolène Royal confond les structures vermoulues de la Vème république avec les acteurs de la vie publique que sont, entre autres, les quelques 500 000 personnes à exercer un mandat électif en France et que rien n'autorise à accabler d'une suspicion généralisée. Le régime issu du coup de force du 13 mai 1958 agonise, en premier lieu parce que la complexité du monde moderne, le niveau élevé de formation et d'information de nos concitoyens et le pluralisme politique traditionnel dans notre pays sont incompatibles avec le pouvoir personnel. Le déni de démocratie dont Chirac s'est rendu coupable pour avoir ignoré le verdict des urnes en 2004 comme en 2005, ainsi que la corruption qui a caractérisé son trop long règne – ont fini par disqualifier le régime.
- x Ajoutons – mais ce n'est pas une considération secondaire – que l'alternance sans alternative, qui a caractérisé l'évolution politique depuis le « tournant de la rigueur » effectué par la gauche en 1981, a dégoûté de la politique bon nombre d'électeurs, surtout dans les milieux populaires. Ceux-ci ont progressivement opté pour l'abstention, ou pire...Membre éminente du PS, Mme Royal ne devrait pas l'ignorer.

Les « jurys citoyens » tirés au sort s'apparentent aux échantillonnages des sondages, qui ont imposé depuis trop longtemps une « démocratie d'opinion » en lieu et place de la souveraineté populaire, dont la véritable expression ne peut être que le suffrage universel. Or il est plus que temps d'asseoir la démocratie sur la réalité du suffrage, et non sur le virtuel des sondages. (suite)

Il y a un gouffre entre la formule à l'emporte-pièce de Ségolène Royal et la profonde exigence de rénovation démocratique qui s'est manifestée avec vigueur lors de la campagne référendaire de 2005. De plus, la grande transformation sociale que de très nombreux Français appellent de leurs vœux est impossible si elle ne s'accompagne pas du plus large exercice de la citoyenneté, actuellement corsetée par les institutions.

C'est pourquoi la Gauche Républicaine et le MARS, qui continuent à poursuivre leur travail en commun, se prononcent pour une VIème République qui refonde la souveraineté populaire sur l'Assemblée Nationale. Ce n'est pas un gadget du genre des « jurys citoyens » qui redonnera au peuple sa souveraineté, mais une nouvelle architecture institutionnelle ainsi que l'extension des droits. Une Assemblée nationale qui vote les lois, définit les grandes orientations politiques, investit et contrôle le Gouvernement ; un Gouvernement qui exécute les décisions de l'Assemblée ; un Président de la République dont les pouvoirs seraient strictement limités : tel est le seul « ordre juste », Me Royal, car c'est l'ordre démocratique. Nous proposons que peu après les élections législatives de 2007 une consultation nationale refonde la souveraineté populaire sur l'Assemblée Nationale, en attendant qu'une

Assemblée constituante définisse de nouveaux droits citoyens permettant l'exercice d'une démocratie active.

Citons par exemple le référendum d'initiative gouvernementale ou populaire, qui après un débat soigneusement organisé dans tout le pays, devrait trancher démocratiquement de grandes questions (le nucléaire, l'école, les retraites...). D'autre part, une procédure d'examen populaire des projets et propositions de loi, intégrant les syndicats et les associations, pourrait être mise au point. Bref, nombreuses sont les pistes permettant au peuple de France, et non à d'aléatoires « représentants » tirés au sort, d'être véritablement associé à la prise de décision politique et au contrôle de son exécution.

Démocratiser la France, refonder la République : ces deux impératifs seront au cœur de la campagne de 2007. La gauche doit formuler des propositions fortes et sérieuses, qui n'ont rien à voir avec les effets de manche et autres pirouettes devant les caméras, lesquels reviennent à considérer l'électeur comme un consommateur, et non comme un citoyen acteur.

Eric Coquerel, Président du MARS (Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale)

Pierre Carassus, Secrétaire Général de la Gauche Républicaine

HUMEUR : IL FAUT SAUVER ANAS EL JAZOULI ET SA FAMILLE. Pour avoir organisé le premier concours « Miss Maroc », ce militant associatif a été menacé de mort par les extrémistes islamistes et a dû quitter son pays. Il s'est installé en Seine-et-Marne avec sa famille, mais les autorités ne sont toujours pas disposées à accorder un titre de séjour à sa femme et à ses enfants. Un comité de soutien composé notamment de l'UFAL, RESF, le PCF et la Gauche Républicaine reste mobilisé. Nous publions le dernier communiqué de l'UFAL.

Le 18 octobre dernier, après plus de 40 jours de grève de la faim, une mobilisation sans précédent de personnalités et de citoyens de toutes tendances confondues de tous les départements de France ainsi que de l'étranger, Anas El Jazouli, militant laïque marocain victime d'une fatwa de la part d'islamistes, apprenait du tribunal administratif de Melun que sur la base de la convention internationale des droits de l'enfant et de l'article 8 de la Convention Européenne des droits de l'Homme, il pourrait rester en France pour vivre libre en famille.

C'était sans compter avec le cynisme inqualifiable dont fait preuve le représentant de l'Etat en Seine-et-Marne.

Le 24 octobre, Anas El Jazouli recevait, conformément à la décision du tribunal, une carte de séjour mais était informé que son épouse et ses enfants ne pourraient rester sur le territoire avec lui et qu'ils devraient donc être expulsés vers le Maroc.

L'UFAL dénonce ce nouveau coup abject de la Préfecture de Seine-et-Marne et demande si la Seine-et-Marne peut encore être considérée comme un département de la République française puisque l'arbitraire y remplace les principes républicains.

Anas El Jazouli, qui a repris sa grève de la faim

doublée d'une grève de la soif, n'est malheureusement pas un cas isolé dans ce département (...).

Pour contacter le comité de soutien :
contact@sauvons-eljazouli.info

Encart publicitaire

formation
& citoyenneté

est une association agréée pour la formation des élu-e-s territoriaux.

Elle s'inscrit dans la mouvance de la gauche progressiste, citoyenne et écologiste pour la recherche de convergences vers une alternative politique. Les formations dispensées associent approche conceptuelle, acquisition de savoirs et réflexion critique sur les pratiques. En plus des formations programmées, Formation et citoyenneté, peut répondre à des commandes de collectivités, de groupes ou d'associations d'élue-s.

Siège administratif : 21ter Rue Voltaire 75011 Paris Tel : 0143790923 Fax : 0143793209

Web : www.formationcitoyennete.org

Courriel : contact@formationcitoyenneté.org